L'armée turque et le laïcisme

Interview du Professeur Yasar Gürbüz

Yasar Gürbüz et Jean Marcou

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/1701>

DOI : 10.4000/cemoti.1701

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1995

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Yasar Gürbüz et Jean Marcou, « L'armée turque et le laïcisme », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 19 | 1995, mis en ligne le 14 mai 2006, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/1701> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.1701>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

L'armée turque et le laïcisme

Interview du Professeur Yasar Gürbüz

Yasar Gürbüz et Jean Marcou

- 1 Jean Marcou : Monsieur le Professeur, pourriez-vous d'abord nous rappeler quelle est la place de l'armée dans l'histoire et la société turques ?
- 2 Y.G. — L'armée a toujours eu une place importante dans la société turque. La première armée véritable fut formée en 1326, lors de la prise de Bursa qui devint pour un temps la capitale du beylik ottoman. Mais, dès 1363, était fondé également le fameux ocak janissaire par Çandarlı Hayrettin pasa. Ce prestigieux corps d'élite de l'armée joua un rôle très important dans la politique intérieure de l'Empire ottoman surtout pendant la période de son déclin. L'intervention trop fréquente des janissaires dans la vie politique devait d'ailleurs amener le Sultan Mahmut II, en 1826, à décider la dissolution de ce corps à la suite de l'un de ses nombreux soulèvements.
- 3 J. M. Avec la modernisation de l'Empire, au XIX^{ème} siècle, l'armée continua-t-elle à intervenir dans la vie politique ?
- 4 Y.G. — L'armée moderne ottomane fut calquée sur les modèles occidentaux. On voulait notamment qu'elle devienne une armée dépolitisée et elle parvint à l'être pendant une cinquantaine d'années. En 1876, pourtant, c'est grâce à l'appui d'une fraction de l'armée que le Sultan Abdulaziz put être destitué. L'armée avait ainsi remis un pied dans la vie politique. Il faut voir que la raison de cette intervention fut la déposition d'un sultan conservateur, qui résistait aux aspirations des intellectuels et le remplacement d'un sultanat absolu par une monarchie constitutionnelle qui, comme vous le savez, fut de courte durée puisque la première constitution ottomane, promulguée en 1876, fut suspendue en 1878. Le rôle de l'armée allait être très important toutefois dans la préparation de la révolution Jeunes Turcs en 1908 qui aboutit à la remise en vigueur de la Constitution et ouvrit une seconde période de monarchie constitutionnelle.
- 5 Vous le voyez, derrière les événements qui engendrèrent les deux périodes constitutionnelles ottomanes, on trouve la marque de l'armée. Ce sont les officiers de cette armée ottomane qui, à la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème}, destituèrent les monarques absolus et forcèrent leurs successeurs à s'engager dans une ère nouvelle

libérale et moderne qui fut tragiquement interrompue par la Première Guerre mondiale.

- 6 J.M. Vous dites en fait qu'à la fin de l'Empire ottoman, l'armée a été un facteur de modernisation. Cette vocation modernisatrice s'est-elle confirmée après la fondation de la République par Mustafa Kemal ?
- 7 Y.G. — N'oubliez pas d'abord que Mustafa Kemal était un général et que ce sont les militaires qui gagnèrent la guerre d'indépendance et fondèrent le nouvel Etat-Nation. Mais il est vrai qu'après l'instauration de la République, l'armée rentra dans ses casernes et qu'elle y resta, que ce soit sous la présidence d'Atatürk (jusqu'à 1938), sous celle de son successeur Ismet İnönü (1938-1950) et enfin sous celle de Celâl Bayar (1950-1960)... tout au moins jusqu'au 27 mai 1960...
- 8 J.M. Le coup d'Etat du 27 mai 1960 est donc en fait la première intervention majeure de l'armée dans la vie politique depuis la fondation de la République ?
- 9 Y.G. — Certes, mais il faut voir que ce coup d'Etat est très particulier et qu'il ne ressemble pas à la plupart des putsch militaires de tradition dans les régimes instables. L'interruption de la vie démocratique fut de très courte durée car l'objectif de ce coup d'Etat était d'établir un système plus libéral et plus démocratique que le précédent. Le premier souci des militaires qui prirent alors le pouvoir fut d'inciter des professeurs de droit constitutionnel à préparer une nouvelle constitution démocratique. On retrouve en l'occurrence le rôle modernisateur et progressiste de l'armée que nous avons déjà observé.
- 10 Bien sûr, on ne peut pas en dire autant pour les interventions militaires de 1971 et de 1980 mais les circonstances qui les provoquèrent étaient aussi fort différentes de celles qui précédèrent le coup d'Etat du 27 mai 1960.
- 11 J.M. L'armée se pose en garante des principes du kémalisme. Pourriez-vous rappeler ces principes et revenir sur l'interprétation qu'en font les militaires ?
- 12 Y.G. — Les six principes qui dominèrent la vie politique turque de 1923 à 1946, c'est-à-dire de la fondation de la République à l'instauration du multipartisme, sont en fait les principes du Parti républicain du peuple (CHP), le parti unique kémaliste. Ce sont : le républicanisme, le nationalisme, l'étatisme, le populisme, le laïcisme et le réformisme. Avec le multipartisme en 1946 et le remplacement en 1961 de la Constitution de 1924 par une constitution plus démocratique et libérale, on ne conserva que trois de ces six principes : le républicanisme, le laïcisme et le nationalisme. Mais ces principes constitutionnels fondamentaux sont rigides et intangibles. L'armée, protectrice de la Constitution, s'en porte garante.
- 13 Dans les lycées et les écoles militaires, tous les membres des forces armées sont élevés conformément à cette vision rigide des principes kémalistes. Toutefois, il faut voir que, pour les militaires, le plus important de ces principes, celui qui est à la base de tous les autres, c'est le laïcisme.
- 14 J.M. Pour quelles raisons ?
- 15 Y.G. — Parce qu'ils pensent que sans le laïcisme, le républicanisme et le nationalisme n'auraient plus de sens en Turquie. Ces trois principes c'est-à-dire laïcisme, républicanisme et nationalisme sont considérés par l'armée comme le fondement du kémalisme, toutes les publications militaires le montrent, mais le laïcisme occupe toujours une place à part. Je citerai, à cet égard, le général de corps d'armée Sinan Bilge qui, dans une publication des Académies de guerre, déclarait à propos du laïcisme : "Si

ce principe n'est pas respecté d'une façon continue et vigilante, l'existence même de la République turque sera mise en péril. La société turque moderne sera de nouveau plongée dans l'obscurité médiévale". Les militaires sont très vigilants, très sourcilleux même pourrait-on dire, en ce qui concerne la défense du laïcisme. Et, de fait, l'armée est la seule institution turque à avoir été épargnée par les influences religieuses.

- 16 J.M. Les religieux n'ont-ils pas néanmoins tenté d'infiltrer l'armée ?
- 17 Y.G. — Si, et l'armée a dû recourir à des épurations sévères à plusieurs reprises pour y faire face. En 1986, par exemple, l'armée découvrit une centaine de cadets intégristes dans ses lycées militaires. Ces jeunes gens étaient des adeptes de la confrérie "Nurcu" qui, préparés depuis des années pour le concours d'entrée des écoles militaires, avaient réussi à y accéder conformément à un plan préétabli. Leur but était d'arriver au rang élevé des officiers d'Etat-major vers les années 2010-2020 et de faire basculer alors la Turquie laïque en la transformant en Etat islamique. Un an plus tard, en 1987, on découvrit une cinquantaine de cadets intégristes dans les écoles de sous-officiers de la marine et de l'armée de l'air. Il y eut encore d'autres épurations de moindre envergure par la suite. Et à ce jour, on compte 813 militaires exclus des forces armées turques pour des raisons de comportement anti-laïque. Très récemment, un réseau islamiste a été découvert dans la marine, le Conseil des forces armées doit prochainement en exclure les responsables.
- 18 J.M. Le développement, ces dernières années, des écoles religieuses (imam hatip) qui entame le principe d'unité de l'enseignement posé initialement par les réformes républicaines, n'entraînera-t-il pas inéluctablement l'arrivée dans les écoles militaires d'éléments dont la formation aura été profondément influencée par l'islam ?
- 19 Y.G. — Il y a là certes un enjeu important. Les élèves des "imam hatip" qui sont la plupart du temps d'origine modeste se sont vus refuser pendant longtemps l'accès à l'enseignement supérieur. Mais avec le temps, les portes des universités et des écoles supérieures leur ont été ouvertes, de sorte qu'aujourd'hui un diplôme de lycée religieux équivaut à celui d'un lycée normal, à une exception près, et elle est de taille, c'est qu'il ne donne pas accès à l'Académie militaire. C'est un grand débat qui agite les milieux religieux et qui dure depuis des années. Tous les efforts déployés jusqu'à présent par les députés des formations religieuses au Parlement ont échoué. L'armée a réussi à barrer la route aux diplômés des "imam hatip".
- 20 J.M. Le Parti du Bien-être (Refah partisi), parti fondamentaliste, a remporté récemment des succès importants lors des élections locales. Pensez-vous que l'armée serait en position d'intervenir si les fondamentalistes gagnaient des élections générales ?
- 21 Y.G. — L'hebdomadaire turc Nokta a publié, il y a quelques mois sur ce thème un sondage fort intéressant réalisé par la société Verso auprès d'un échantillon représentatif de 4000 personnes. Deux questions notamment ont retenu notre attention.
- 22 1/ Le parti du Bien-être a-t-il des chances d'arriver au pouvoir après des élections générales ?
- 23 - absolument pas 51,62 %
- 24 - probablement 35,48 %
- 25 - oui certainement 12,90 %

- 26 2/ Si le parti du Bien-être arrive au pouvoir et que l'armée fait un coup d'Etat pour l'en chasser, quelle sera votre attitude ?
- 27 — Je suis contre les coups d'Etat, par conséquent, je ne soutiendrai pas l'intervention de l'armée ; c'est la raison pour laquelle je participerai au combat au côté du parti du Bien-être bien que je ne partage pas ses idées : 12,90%
- 28 — Je ne participerai pas à ce combat mais l'intervention militaire nous mènera au chaos, les laïcs soutiendront l'armée et les religieux prendront les armes : 54,84%
- 29 — Je ne participerai pas à ce combat mais au bout de dix ans le parti du Bien-être ou son successeur finira par arriver au pouvoir : 9,68%
- 30 — Sans opinion : 22,58%
- 31 Dans ce même numéro, Nokta met l'accent sur l'attitude des Chiïtes turcs, les Alévis, connus pour leur attachement à la République laïque et très hostiles à la venue au pouvoir du parti du Bien-être (d'inspiration sunnite). L'un de leurs leaders, Riza Zelyut, résume bien à cet égard leur point de vue : "La République turque ne peut pas permettre qu'un tel scénario se réalise. Si ce devait être le cas je combattrais le parti du Bien-être... En cas de coup d'Etat militaire je ne chercherais pas à m'opposer à l'action de l'armée car ses objectifs seraient aussi les miens".
- 32 J.M. Le sondage auquel vous avez fait allusion semble indiquer que l'opinion publique turque est assez sceptique quant à l'opportunité d'une intervention militaire si le parti de Bien-être venait à l'emporter. Mais, à votre avis, l'armée turque souhaite-t-elle intervenir dans un tel cas, un peu comme l'a fait l'armée algérienne après la victoire du FIS ?
- 33 Y.G. — L'armée turque n'est pas l'armée algérienne, le Refah n'est pas le FIS. Les milieux militaires voient aujourd'hui le parti du Bien-être comme un élément légitime de la vie politique turque parce que ce parti aspire à parvenir au pouvoir par les urnes et qu'il accepterait, le cas échéant, de le quitter s'il perdait les élections suivantes. Les dirigeants du Refah ne déclarent pas d'ailleurs vouloir créer un système islamique en liquidant l'Etat laïque et la démocratie. Si ces dirigeants sont sincères et qu'ils jouent le jeu de la démocratie, un coup d'Etat militaire n'est pas pensable.
- 34 En revanche, si une fois parvenu au pouvoir, ce parti essaie d'éliminer la démocratie, de remettre en cause les réformes modernisatrices et d'établir un système religieux, l'armée turque sera alors tentée d'intervenir pour le chasser du pouvoir et l'exclure de la vie politique turque. Sur ce point, il y a, semble-t-il, une identité de vues tant au niveau des rangs supérieurs du commandement des trois armées (terre, air, mer) que dans les rangs des officiers subalternes.
- 35 Istanbul, le 8 décembre 1994